

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - juin/juillet 1999 - n°29

Débat du mois : Logiques de guerre, espoirs de paix en Afrique Centrale et dans la région des Grands Lacs

Des raisons d'être optimistes... et de se mobiliser

En allant voter le 2 juin à plus de 80%, alors que la participation aux élections européennes n'a pas atteint la moitié du corps électoral, et en donnant au successeur de Nelson Mandela une majorité qui doit lui permettre de gouverner, les électeurs sud-africains ont donné au monde un bel exemple de démocratie. L'installation du président Obasanjo, le troisième président élu de l'histoire du Nigéria et la décision qu'il vient de prendre de licencier tous les militaires qui avaient mis son pays en coupe réglée, montrent que le géant de l'Afrique renoue avec la démocratie.

Ces deux événements sont considérables. Ils ne doivent pas faire oublier que le gouvernement du Rwanda vient de s'autoprolonger pour quatre ans et que 120.000 détenus attendent un jugement, que les combats continuent en RDC malgré des discussions sur un plan de paix, que le gouvernement de Désiré Kabila pas plus que celui de Sassou- Nguesso ne sont parvenus à transformer et à légitimer les conditions de leur accession au pouvoir par la force : la guerre civile ravage toujours les deux Congos, et les médiations des États voisins piétinent toujours. Le Niger et la Gambie n'ont pas de gouvernement légitimement élu !

De ce retour à la paix civile au Nigéria et en Afrique du Sud, il est possible de tirer quelques enseignements pour le reste du continent. Il se confirme, mais est-il encore nécessaire de le souligner, que la première condition du retour à la paix est le retour au

droit et à la démocratie. Le second est que celui-ci doit être exigé par des hommes et des femmes organisés dans des partis politiques et des associations, par des intellectuels et des artistes, relayés par la presse dans leur pays et à l'étranger. Car la pression internationale est indispensable pour établir le dialogue entre les belligérants, contraindre des chefs de guerre à négocier, des chefs d'État à remettre leur pouvoir au choix des électeurs : pression économique et diplomatique du gouvernement français, de l'Union Européenne et des institutions internationales, mais aussi des associations de solidarité internationale et de défense des droits de l'homme.

"La morale et le droit ont triomphé de la force bestiale" a déclaré Jacques Chirac le 10 juin, au soir de la signature de l'accord sur le Kosovo. Pour que les Africains ne nous reprochent pas, à juste titre, de pratiquer un inacceptable "deux poids deux mesures" s'agissant des tragédies africaines, celles des Congos, des Grands Lacs, de l'Afrique orientale, de l'Angola, du Sierra-Leone et du Libéria, il faut que les diplomaties nationales ne donnent plus l'impression d'être de connivence avec certains intérêts pétroliers et miniers, que les diplomaties internationales ne considèrent pas ces conflits comme secondaires et dont le monde peut s'accommoder. Il faudra que le Secrétaire Général des Nations Unies réponde à la question posée par Béchir Ben Yamed dans le Jeune Afrique du 8 juin : "Il (Kofi Annan) n'a jamais déclaré qu'il était du devoir des Nations-Unies de ramener les réfugiés africains chez eux ? Pourquoi ?"

Michel Levallois

L'Afrique au Conseil économique et social : un plaidoyer contre l'afropessimisme

L'assemblée plénière de cette troisième assemblée représentative française a débattu le 8 juin d'un rapport de la section des relations extérieures sur la politique de coopération avec les pays de l'UEMOA.

Ce rapport est remarquable par la vision résolument positive qu'il propose de l'avenir de l'Afrique et par la générosité avec laquelle il insiste pour que la France renforce sa coopération, tout en l'adaptant aux attentes des Africains et aux contraintes de l'environnement international. La discussion du rapport de madame Cayet a fait apparaître une remarquable unanimité sur la nécessité de tenir un discours cohérent, donc positif à l'égard de l'Afrique. Il y est affirmé qu'il existe une "autre Afrique" qui se bat pour le présent et qui prépare l'avenir. La CADE dont le président a été entendu par la section des relations extérieures qui préparait ce rapport le 7 avril 1998, se félicite des deux dernières recommandations de l'avis qui concernent la valorisation de l'image de l'Afrique et la poursuite de la réflexion sur la coopération et l'aide au développement.

Logiques de guerre, espoirs de paix en Afrique centrale

Cette rencontre-débat ne fut pas tout à fait semblable aux autres. Non pas parce que la grève de la RATP a empêché bon nombre de nos amis d'y assister, mais par la présence d'un auditoire en majorité africain, essentiellement originaires du Congo Brazza et par la présence parmi les intervenants d'un ancien ministre de ce pays. Notre rencontre y a pris un caractère de gravité et d'actualité particulier, car, dans leur exil, ces Congolais ont ressenti cette réunion, comme un geste de réconfort et d'amitié. Ils ont pu exprimer avec pudeur et retenue, leur douleur face à l'indifférence de la France et de la communauté internationale, qu'ils vivent comme une injustice. Enfin, cette rencontre s'inscrivait dans la campagne de sensibilisation à la tragédie des Congos et de ses répercussions en Afrique centrale lancée en Belgique et en France depuis le début de cette année par le CNDC belge (Centre National de Coopération au développement) et le Réseau France-Congo.

Ces conflits qui usent l'Afrique

Philippe Leymarie, journaliste à RFI a replacé les guerres des deux Congo dans l'ensemble des conflits qui ensanglantent le continent africain en rappelant que quinze pays sont aujourd'hui en guerre, guerre civile et /ou guerre avec un autre : Sud Soudan, Somalie, Éthiopie-Érythrée, Libéria et Sierra-Léone, Guinée-Bissau, Angola, Congo-RDC, Congo Brazza. Chacun de ces conflits a ses caractéristiques propres et répond à des logiques différentes, mais l'onde de choc du génocide du Rwanda s'est faite sentir dans toute l'Afrique centrale en utilisant des lignes de fractures existantes, provoquant une internationalisation africaine du conflit, refaisant de l'armée une source de légitimité, faisant accéder des jeunes sans activité à une nouvelle existence, accentuant l'écart entre les zones de droit et de non-droit. Le retour de ces guerres qui "usent l'Afrique" est une tragédie pour des millions d'Africains civils et militaires, victimes ou réfugiés. Il est aussi une catastrophe pour l'Afrique qui apparaît à nouveau aux consciences occidentales comme le continent de la violence sauvage et irrationnelle et de conflits sans issue. Philippe Leymarie voit ce nouvel embrasement comme le défi que l'Afrique de l'après-guerre froide,

de l'après-apartheid, de la démocratisation et d'une certaine reprise économique doit relever. Il sera celui de la "renaissance africaine" appelée de ses vœux par le nouveau président de l'Afrique du Sud. Les grandes puissances ne veulent plus jouer aux gendarmes et il appartient aux Africains de mettre les forces de paix, celles d'une nouvelle génération de responsables politiques démocratiquement élus, celles d'une société civile qui émerge à travers des cadres compétents, celles de regroupements régionaux, au service de la solution africaine des problèmes africains qui ne sont plus sur-déterminés par la guerre froide.

Les logiques de guerre

Selon **Jean-François Bayart**, politologue, Directeur du CERI, l'extension de la guerre était prévisible depuis le début des années quatre-vingt-dix pour deux raisons essentielles. La crise économique, amorcée dès la fin des années soixante-dix, a diminué les capacités de régulation institutionnelle de l'Etat et les plans d'ajustement structurel ont échoué. La jeunesse, qui constitue la population majoritaire en Afrique, n'a pas pu trouver sa place dans la société, elle est tombée en "déshérence" tandis que les gouvernements et les

bailleurs étaient incapables de lui apporter des éléments concrets de réponse. La démocratie est quant à elle dans une impasse. A la fin des années quatre-vingts, l'opposition a été obligée de passer à la lutte armée face aux régimes autoritaires, comme au Libéria. La vague de démocratisation qui a suivi s'est embourbée dans un multipartisme de façade dans lequel les mêmes structures de pouvoir se perpétuaient, comme au Zaïre avec Mobutu.

La typologie de la guerre

A côté des guerres inter-étatiques, comme le conflit qui oppose l'Éthiopie à l'Érythrée, il existe des guerres lignagères. La grande scissiparité des mouvements armés rend ces conflits opaques, et la paix difficile à négocier, comme c'est le cas en Casamance, en Sierra-Léone ou en Somalie.

Le cas du Congo-Kinshasa est un alliage entre des conflits lignagers opposant des entrepreneurs politico-militaires et une guerre inter-étatique de puissances régionales.

Loin d'être des conflits d'un autre âge, ces mobilisations armées se caractérisent au contraire par leur "modernité" : il s'agit la plupart du temps de milices urbaines qui n'ont rien de "traditionnel", de même que le génocide rwandais était le résultat d'une "ingénierie étatique" très élaborée.

La teneur des conflits

Si les belligérants sont identifiés ethniquement, l'éthnicité n'est qu'un fait de conscience et ne représente pas en elle-même un facteur explicatif. Les enjeux sont sociaux, économiques, politiques et agraires. Il s'agit de prendre le contrôle de l'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale, de lutter pour le contrôle de l'Etat et des richesses qui y sont associées, ce que Jean-François Bayart appelle une "exacerbation de la politique du ventre". Ainsi la Somalie est devenue une gigantesque zone franche. Ces conflits peuvent aussi exprimer des clivages historiques de longue durée, comme en Angola où les Créoles de la Côte s'opposent aux élites de l'intérieur.

Pour la plupart des observateurs, ces guerres confirment la décadence des Etats face au mouvement de mondialisation. Jean-François Bayart émet l'hypothèse contraire : ces conflits seraient "une manifestation, certes douloureuse, du processus de formation de l'Etat plutôt que l'expression de son irrémédiable déclin". Historiquement, on constate que la guerre a contribué à l'émergence des Etats en Europe ou au Japon, notamment en favorisant la centralisation du pouvoir politique et la modernisation de la fiscalité. Plusieurs arguments étayaient son hypothèse : les guerres en Afrique sub-saharienne n'ont jamais cherché à remettre en cause l'unité de l'Etat, à l'exception du Biafra, mais cette tentative a échoué ; quant à la Casamance, on peut davantage parler d'autonomisme que d'indépendantisme. Il existe au contraire des mouvements armés qui revendiquent un retour aux frontières léguées par le colonisateur comme en Erythrée ou au Somaliland. De plus, les guerres participent à la formation d'un système régional d'Etat par le progrès qualitatif des armées. Enfin, la guerre peut être vue comme un moyen que les pays

africains utilisent afin de reconquérir leur souveraineté aliénée par les plans d'ajustement structurel qui les placent sous la tutelle du FMI. Le FMI et la Banque Mondiale ne se sont pas inquiétés des dépenses militaires de l'Ouganda. Si les Français puis les américains ont cru pouvoir instrumentaliser ceux qu'ils considéraient comme leurs clients, ils ont désormais compris que les Africains avaient leurs objectifs propres et qu'ils étaient capables de les instrumentaliser.

Les espoirs de paix

Roger Sala Nzo Badila, Secrétaire Général de "LE SOUFFLE", le Comité International de Soutien à la Société Civile de la RDC estime qu'il existe en République Démocratique du Congo, à côté de la classe politique toutes tendances confondues, une composante sociale communément appelée "Société civile" qui regroupe en son sein les Eglises, les ONG, les Associations socio-professionnelles (syndicats, patronat...). A cause de la délinquance de l'Etat congolais, ces forces sociales, qui jouent un rôle déterminant dans la vie nationale, ont acquis un pouvoir réel et une influence considérable dans la gestion des différents secteurs vitaux de la collectivité nationale.

Véritable messagère de la paix depuis le déclenchement de la deuxième guerre qui oppose le Gouvernement de Kinshasa à une opposition armée, tous soutenus par des alliés étrangers, la société civile s'est impliquée à rechercher les voies et moyens pouvant mettre fin à cette guerre meurtrière, à sauvegarder la souveraineté et l'unité nationale, l'intégrité du territoire et à assurer l'intangibilité des frontières.

Pour y parvenir, la société civile a mis sur pied un plan d'actions appelé "Campagne pour la paix" qui consiste à sensibiliser l'opinion tant nationale

qu'internationale sur les conséquences néfastes de cette guerre et à dégager des pistes de sortie de cette crise des Grands Lacs. Plusieurs rencontres de réflexion et de concertation entre la Société civile congolaise, les ONG occidentales, et les institutions internationales ont été programmées à travers l'Occident notamment celles d'Anvers en Belgique, du 13 au 16/01/98, de Montréal, du 29 au 30/01/99, de Pretoria, du 10 au 11/03/99, de Parme du 30/04 au 02/05/99, de Lyon, du 08 au 09/05/99...

Il se dégage de cette campagne que les espoirs pour la paix se résument en la concrétisation des pistes suivantes : un cessez-le-feu impliquant les forces gouvernementales, celles de l'opposition armée et leurs alliés respectifs, le respect de l'intégrité territoriale de la souveraineté de la RDC, le consensus national entre toutes les forces tant politiques que sociales du pays, le retrait de toutes les troupes étrangères du territoire congolais sous la supervision de l'OUA et de l'ONU, la relance du processus démocratique, etc...

Cette campagne porte aujourd'hui ses fruits par la signature d'un cessez-le-feu à Syrte en Lybie, par la rencontre de négociations le 25 juin 1999 à Lusaka, entre le Gouvernement de Kinshasa et l'opposition armée et par l'organisation prochaine à Nairobi d'un débat national qui réunira le Gouvernement de Kinshasa, l'opposition armée, l'opposition non armée et la Société civile.

Que les décideurs politiques de pays et organisations du Nord y contribuent positivement !

Le cas du Congo Brazzaville

Le ministre **Nguila Moun-gounga**, qui est président du CERDEC (Cercle d'Etudes pour le Retour de la Démocratie au Congo) évoque d'abord ces

guerres ineptes qui impliquent presque tous les pays d'Afrique centrale et de la région des Grands Lacs et dont les populations paient le plus lourd tribut.

Deux poids deux mesures

"Un premier constat s'impose, poursuit-il. Toutes les crises qui minent cette région ne sont pas traitées de la même manière à l'échelle internationale. La guerre longue et cruelle qui dévaste le Congo-Brazzaville ne semble pas préoccuper la communauté internationale. Curieusement la situation du Congo Brazzaville semble convenir à tout le monde ; est-ce à croire qu'il y a des bons et des mauvais coups d'Etat ?

Comment ne pourrait-on pas penser qu'il y a deux poids et deux mesures puisque le Congo apparaît finalement comme victime d'une sorte d'amnistie sélective ? Tout le monde a entendu le bruit assourdissant des médias sur le charnier de Bukavu, le massacre de l'Est du Congo à Goma, la tempête orchestrée sur le Kosovo, avec en prime une intervention musclée pour sauver le peuple kosovar de la tyrannie de Belgrade.

Mais rien ou si peu, une sorte de chuchotement pour le carnage des quartiers sud de Brazzaville 45.000 morts selon le Vatican lui-même, et un black-out total sur le carnage de Dolisie, N'Kayi et Mouyondzi ; ceci malgré les nombreux témoignages.

Mesurer les droits humains avec le même étalon est, de notre point de vue, la première étape vers la recherche d'une solution de paix durable" affirme le ministre.

Un appel à la communauté internationale...

M. Mounougounga rappelle que l'ONU a adopté une résolution reconnaissant qu'il y avait des forces étrangères qui avaient envahi le Congo-Brazzaville et que les droits de l'homme y étaient bafoués quotidiennement. Elle a proposé le retrait de ces forces et l'ouverture d'une véritable réconciliation entre les autorités autoproclamées du pays et la majorité de la classe

politique en exil. L'Union européenne a emboîté le pas à l'ONU, en adoptant deux résolutions, presque identiques. Dans la dernière, elle a précisé vouloir utiliser tous les moyens pour contribuer à la recherche d'une solution de paix. Mais toutes ces résolutions sont restées lettre morte.

Le ministre estime que la communauté internationale doit faire pression pour négocier sur la restauration de la démocratie. La tenue d'une conférence régionale de paix, pour garantir la sécurité aux frontières de tous les états deviendrait alors une nécessité, pour consolider la paix à l'intérieur de chaque pays. Car, estime-t-il, une conférence régionale organisée avant les pourparlers internes risquerait d'échouer, pour la simple raison que les décisions qui y seraient adoptées n'engageraient pas toutes les parties en conflit.

... et à la France

M. Mounougounga s'adresse aussi aux puissances occidentales qui ont des relations privilégiées avec les pays en guerre pour qu'elles prennent l'initiative du dialogue. Il s'adresse en particulier à la France, dont Brazzaville fut la capitale aux heures difficiles de la grande guerre sous De Gaulle, et "dont le Congo peut à ce titre être considéré comme fils aîné". Il estime qu'elle devrait s'impliquer davantage dans la recherche de toutes les voies, devant aider au retour de la paix dans ce pays et aider à la réhabilitation de la légalité républicaine.

L'impuissance de l'OUA

M. Mounougounga déplore qu'il ne soit pas possible de compter sur une solution continentale, les pays africains n'ayant pas les moyens de leurs ambitions et

aucun pays africain n'étant en mesure d'exercer une influence suffisante sur un autre pays, et de manière durable.

L'armée Angolaise a envahi le Congo Brazzaville depuis vingt mois au mépris de la Charte de l'OUA sur l'intangibilité des frontières et de toutes les règles internationales, sans jamais déclarer la guerre au gouvernement légal et légitime de ce pays, donc finalement sans raison logique, seulement au nom d'un hypothétique droit de poursuite, au motif que le Congo aurait abrité les soldats de l'UNITA. A ce jour, rien, absolument rien n'a été prouvé, sur cette présence supposée de l'Unita au Congo; mais le régime autoproclamé de Brazzaville en cultive le syndrome. M. Mounougounga ne pense pas qu'il soit raisonnable de subordonner la résolution du problème du Congo, à celui plus complexe de l'Angola, et de faire injustement du Congo le prolongement du théâtre d'opération Angolais. Et il s'étonne qu'à la différence de ce qui se passe pour les autres pays, le problème du Congo ne fasse même pas l'objet de l'ordre du jour des hautes Autorités Africaines de l'OUA, à chacune de leurs rencontres. "Pourquoi cet oubli injuste ? Qu'a donc pu faire le Congo pour mériter un tel sort ?" demande-t-il.

M. Mounougounga conclut en affirmant qu'il ne croit pas à la victoire militaire d'un camp contre l'autre. Toute recherche de solutions durables doit prendre en compte la nécessité de réconcilier la classe politique avec les idéaux démocratiques.

"La paix sera notre oeuvre ou ne sera pas", à écrit Paul Kaya, ancien ministre d'État du Congo-Brazzaville à Jeune Afrique. "La communauté internationale ou nos amis européens sont prêts à nous aider. Mais ils ne prendront ni l'initiative ni le pilotage du processus de retour à la paix".

Des initiatives pour la paix

M. l'ambassadeur Stéphane Hessel a d'abord dit avec beaucoup de conviction que l'appel au secours adressé à la France par M. Mungounga au nom des liens forts et anciens d'un pays qui voudrait être considéré comme le fils aîné par son ancienne métropole ne doit pas faire oublier que le Congo doit d'abord trouver en lui-même le ressort, le remède de son sauvetage. La paix et la justice ne s'imposent pas de l'extérieur et les Africains doivent en être les premiers artisans. Elles exigent en tous cas un travail en profondeur pour changer non seulement les pratiques et les institutions mais les mentalités. La rencontre de jeunes à laquelle il a participé au Burundi lui a paru à cet égard exemplaire. Pendant une semaine, 120 jeunes ont débattu des causes profondes du malheur de leur pays et ont regardé en face ce qu'il faudrait faire pour rompre avec une culture et des habitudes d'ethnisme, de violence, d'impunité, de mépris et d'exclusion de l'autre, de toute puissance de l'État qui ignore et refuse tout ce qui n'émane pas de lui ou n'est pas contrôlé par lui. Ils ont ouvert des discussions sur la réforme de l'État, le développement, la régionalisation, l'éducation, l'information. Ils ont demandé à leurs aînés d'accepter d'en débattre avec eux.

Le pasteur Philippe Kabongo devait nous présenter la proposition qu'il était en train de préparer pour une initiative européenne en faveur de la paix au Congo-Kinshasa en sa qualité de représentant extérieur de l'Alliance réformée de ce pays, lorsqu'il dut être hospitalisé. M. Bapuwa Mwamba, journaliste à *Jeune Afrique Economie* qu'il avait chargé de le remplacer ne put nous rejoindre à cause de la grève. Nous adressons nos vœux de prompt rétablissement au pasteur Kabongo et nous vous

L'appel de Giheta

"Nous, jeunes Burundais, réunis à Giheta du 3 au 9 mai, constatant que la guerre ethnique n'est pas la voie du progrès... que la culture de l'impunité est un facteur alimentant la crise actuelle... que l'État burundais n'a pas toujours su gérer les conflits de notre société... que l'école n'a pas rempli sa fonction d'espace d'intégration nationale... Nous appelons à la création d'une commission Vérité et réconciliation pour faire la lumière sur notre passé... nous nous engageons à promouvoir une culture de réconciliation à travers l'intériorisation des valeurs positives de justice... Nous affirmons qu'il n'y a pas de système démocratique prêt-à-porter... Nous appelons tous les Burundais à l'invention d'un système démocratique inclusif et prenant en compte les intérêts des uns et des autres... Nous affirmons que la paix ne peut être une oeuvre construite d'en haut par l'État. La paix résultera du renforcement de la société civile dont l'expression a été longtemps bridée par l'omniprésence de l'État... Nous affirmons que la voie de la paix passe nécessairement par la promotion d'une culture de la paix, c'est à dire par la promotion des valeurs de tolérance, de respect des différences, de dignité, d'écoute des autres et de solidarité, par la lutte contre les préjugés. La lutte pour la paix passe par une bonne information des citoyens, un rôle important revient aux médias dans la dépollution des esprits..."

donnons ci-dessous un extrait d'un texte qu'il nous a envoyé :

"Sans négliger ou décourager les initiatives diplomatiques qui impliquent les gouvernements, les dirigeants des rébellions, en somme les chefs de guerre militaires ou de guerre politique, il apparaît urgent de réunir ou de faire parler ceux qui subissent la guerre, qui en paient souvent le plus grand prix. Ce sont les mères, les paysans, les jeunes, les petits propriétaires terriens, les syndicalistes, les journalistes, les enseignants, les ecclésiastiques, etc... Ces catégories sociales sont généralement organisées en associations portées par les idéaux de participation, de développement, de démocratie.

Il s'agirait ainsi de faire rencontrer ceux et celles qui, dans la société civile de chaque pays engagé dans le conflit, rejettent l'option militariste ou les ambitions guerrières de leurs propres gouvernements. De cette manière la délégation d'un pays découvrirait les convergences, les affinités, la sincérité et le sérieux du

combat de la délégation d'un autre pays.

Si le niveau de compréhension et de confiance le permet, une telle rencontre pourrait aboutir à la création d'un réseau inter-régional capable de renforcer et de développer une vision constructive de l'Afrique, fondée sur des valeurs positives. On pourrait ainsi contribuer à un changement des mentalités au sein des sociétés civiles des pays en guerre. On aurait là une dynamique fondamentalement opposée à la culture de destruction et de l'extermination de "l'ennemi". L'opinion publique ne serait plus entièrement livrée au discours manipulateur des gouvernants ou des activistes ethnopoliticiens qui sollicitent les passions populaires".

Depuis le 19 décembre 1998, les leaders politiques congolais ont décidé de mener une opération de "nettoyage" ethnique des milices dans la capitale et quelques régions du sud du pays. À Brazzaville, ces opérations touchent entre 250.000 et 400.000 personnes... Deux journaux seulement, Témoignage Chrétien et Libération, mentionnent ces événements... Pourquoi ce silence et comment l'interpréter ? L'OPCF, auteur de ce communiqué, l'interprète comme le résultat du choix fait par l'Élysée et suivi par Matignon de la solution militaire qui a conduit Sassou Nguesso au pouvoir contre celle d'une solution politique appuyée sur une force d'interposition. Impliquée dans le drame, du Congo Brazza, la France peut-elle se tenir maintenant à l'écart ?

Etat de droit et pauvreté

Le débat permet de revenir sur la logique de la démocratie et de l'État de droit qui n'est pas compatible avec le maintien du plus grand nombre dans la pauvreté. De très fortes résistances s'opposent aux changements sociaux. Ce qui permet à **J.F. Bayart** de souligner la contradiction entre la politique des institutions internationales et des bailleurs de fonds qui prétendent faire une révolution économique en Afrique sans changements sociaux et politiques. **S. Hessel** a confirmé l'immense écart qui subsiste entre la plupart des dirigeants africains, qui ne souhaitent pas le changement, et leurs populations. **M. Levallois** a évoqué l'émergence d'un corps de fonctionnaires africains formé par l'Université Senghor et destiné à relayer les officiers qui sont aujourd'hui la seule élite du continent. Il a rappelé également que les Européens devaient se soucier de traiter l'Afrique autrement que par le mépris ou l'indifférence. Ce que confirma la remarque d'un intervenant qui souligna qu'il ne fallait plus parler d'ethnisme ou d'irrationnel pour expliquer des conflits dans lesquels sont engagés des armes lourdes et des chars d'assaut. M. le ministre Moungounga reconnut la nécessité de profonds changements dans les comportements des Africains à l'égard de leur pays.

Cette rencontre nous a confirmé, nous en étions convaincus, que s'il appartient d'abord aux

Africains eux-mêmes de se battre pour un monde meilleur, ce que l'ambassadeur Hessel a bien rappelé, et qu'ils ne peuvent pas attendre de la France, pas plus que de quelqu'autre puissance extérieure de rétablir l'ordre chez eux, il n'en reste pas moins que nous avons des responsabilités directes ou indirectes dans les guerres du Congo et que nous ne pouvons pas nous en désintéresser.

Que faire ?

Il n'est évidemment ni possible ni souhaitable, comme nous l'écrivions dans notre dernier éditorial, de penser que l'on puisse renouveler en Afrique centrale ce qui a été fait au Kosovo. Que faire alors ? Deux choses peut-être. Peser de tout le poids diplomatique, français, européen, international pour établir ou rétablir le dialogue entre les belligérants. Appuyer

toutes les initiatives qui sont prises en faveur de la paix, du retour du droit et de la démocratie par les très nombreuses associations qui militent en Afrique au quotidien. Elles ont besoin d'être entendues et d'être aidées, car elles seules pourront obtenir que des accords passés ou imposés entre des gouvernements et/ou des chefs de guerre, par des conférences nationales ou internationales, se traduisent concrètement et durablement sur le terrain. Une suggestion toutefois : ne serait-il pas possible que les ONG et les Congolais des deux Congo se rapprochent, unissent leurs efforts afin de faire cause et campagne communes, tant la situation politique des deux pays est proche et imbriquée ?

Notre débat sur l'Afrique centrale du 2 juin nous a montré que sans nous immiscer dans des affaires qui doivent rester des affaires intérieures aux pays africains, nous pouvions apporter une contribution, modeste, mais utile à la recherche de la paix et de la justice en Afrique : en refusant d'être indifférents, en écoutant la voix de ceux qui dérangent parce qu'ils appellent au secours. Il ne revient pas à la CADE d'en faire plus, mais cela au moins, nous devons le faire.

Depuis l'appel pour l'arrêt du conflit et la relance du processus démocratique en RDC lancé par 29 ONG en octobre 1998, le CNDC, Centre national de coopération au développement belge anime une campagne internationale avec ses partenaires afin de "relayer les aspirations et l'expression forte des partenaires africains de la société civile", exprimées à l'occasion de la rencontre Congo au Centre Senghor à Bruxelles le 17 décembre 1998 et lors de la rencontre de la société civile du Congo à Anvers du 13 au 16 janvier 1999, sur la base d'un texte d'analyse et de stratégie intitulé "appui au plan de paix de nos partenaires africains" adopté le 23 février 1999. En France cette campagne a été lancée par un collectif de dix huit ONG françaises, le Réseau France Congo (ex Zaire) hébergé au COSI de Lyon, qui a organisé les 8 et 9 mai une session de formation sur le thème du retour de la paix et de la reconstruction en RDC par la société civile.

Adresses à noter:

Réseau France-Congo, 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon Tel/Fax: 04 72 41 03 86

CNCD, quai du Commerce 9-1000 Bruxelles, Tel: 02/250 12 30 Fax: 02/250 12 63.

CERDEC, 3 rue de l'Arc de Triomphe, 75 017 Paris

Le Souffle, 3 rue de l'Abbé Fleury, 95 100 Argenteuil, tel/fax : 01 39 47 36 48

Une jeune française à la rencontre de sa mémoire africaine

"Nous devons nous considérer comme un arbre, au fur et à mesure que l'arbre grandit, il y a des branches qui meurent, mais il ne faut pas couper le tronc, on risquerait de déraciner l'arbre".

Contes Initiatiques Peuls
Amadou Hampaté Ba

Après seize ans d'absence en Côte d'Ivoire, je suis retournée au pays de mon enfance avec l'idée d'en faire un film.

Ce retour correspondait pour moi, à une quête : celle de mes racines, de ma mémoire, j'étais à la recherche de traces.

Au-delà de mes souvenirs d'enfance, portée dans le dos d'une jeune nounou Africaine, je souhaitais remettre des images et des sons sur une réalité qui m'était à la fois très proche et lointaine.

Qui est cette femme qui m'a portée? Quelle est cette terre sur laquelle j'ai appris à grandir? Que vivent ces femmes aujourd'hui et comment nous perçoivent-elles?

Aux yeux de beaucoup, cette mémoire était celle de "colons", j'avais besoin d'aller comprendre et de me réapproprier ma propre histoire.

Comment rencontrer ces femmes ? J'ai pris le parti dans un premier temps de leur dire à quel point j'étais choquée d'entendre parler de l'Afrique le plus souvent en des termes misérabilistes, et j'avais envie de les entendre parler de leur espoir, de leur énergie : de leur réalité.

Le point de rencontre entre nous

s'est fait autour d'une photo qu'il me reste de cette nounou me portant dans son dos, à chacune je leur ai demandé si elle la connaissait et ce que cette photo leur évoquait?

Ainsi sept femmes ont accepté de me rencontrer, de répondre à mes questions et de participer à la construction d'une image positive, engagée et sans complexe de femmes vivant à Abidjan aujourd'hui.

L'assistante sociale du service sida à l'hôpital de Treicheville, une journaliste de *Fraternité Matin*, une chef d'entreprise d'huile de coco issue du milieu informel, une animatrice sanitaire de quartier, une jeune travailleuse vivant dans un foyer, une jeune professeur de français, des femmes du marché.

Sans complaisance, elles m'ont prêté leur regard sur les ravages du Sida, les difficultés sanitaires et sociales, le prix des loyers et les conséquences de la dévaluation ; elles m'ont parlé de la difficulté d'obtenir des moyens pour créer son entreprise, de l'école, de la place des femmes dans la famille, des droits de la femme et des mouvements politiques de lutte pour ces droits, elles m'ont parlé de leur foi. Enfin elles m'ont dit ce

qu'elles pensaient du procès français contre l'excision, de la question des sans papiers, et de la place que nous occupons et avons occupé dans leur pays.

Dans leurs propos à chacune, il y a une énergie considérable, une envie d'affirmer sans complexe l'importance pour elles aussi et pour leur pays de revenir à leur terre, et à ce qu'il y a de bon dans leur tradition pour "construire une Afrique des Africains".

Je ne suis pas économiste, politicienne ou ethnologue, mais nous avons échangé autour de nos questions communes, et j'ai été nourrie par leur volonté de faire, séduite par ce mélange de gravité et d'optimisme, heureuse de rencontrer des femmes qui nous ressemblent bien que différentes et décidées à construire leur modernité et à trouver leur solution dans cette différence.

Et puis, il y a ces sourires, cette générosité, cette sensualité et cette danse, qui m'ont permis de rendre à nouveau vivantes ces images qui me restaient, elles sont désormais collées à ma peau, comme cette nounou qui me portait et que j'ai pu retrouver d'une certaine façon à travers elles.

Anne-Laure de Franssu

Un monde sans souveraineté, Les États entre ruse et responsabilité, Fayard, 1999, Bertrand Badie, professeur à Science Po.

L'auteur de *L'État importé* (1992) et de *La fin des territoires* (1995), montre pourquoi et comment la souveraineté des États ne peut plus être le dogme et l'ultima ratio des relations internationales. Invention complexe, utilisée à des fins ambiguës, les souverainetés sont en crise, supplantées par la poussée de ce que Badie appelle des communautés de responsabilité. Ce mouvement menace

les États auxquels nous sommes habitués, change les règles de la vie internationale au nom des droits de l'homme, de la gestion de la planète, des droits des générations futures. Il pousse aux regroupements régionaux, justifie le droit d'ingérence, multiplie le rôle d'organismes supranationaux. Les ONG et les citoyens peuvent se reconnaître dans "ces cohortes d'acteurs non-étatiques qui demandent à jouer avec les États, sur la scène mondiale", qui pratiquent "un universalisme qui [...] n'est plus construit par le philosophe mais par l'acte quotidien,

sans qualification particulière, de celui qui communique, échange, consomme ou se déplace, découvrant par conviction ou par intérêt la solidarité, l'assistance, le droit à la paix et au respect". Bertrand Badie nous a convaincu que la mutation de la souveraineté à la responsabilité n'est ni la fin de l'histoire, ni le retour à la pré-Histoire hobbesienne et à l'état de nature, mais la prise en compte de l'Autre dans un monde qui est déjà devenu global, et qui est en train de devenir universel.

Des nouvelles de la CADE :

À ce jour plus de 150 abonnements à La Lettre dont plusieurs de soutien ont été recueillis. Le bureau de l'association prépare le dépôt des statuts à la Préfecture, et le début de la prise en charge budgétaire pour le 1^{er} juillet.

Chez nos partenaires :

L'assemblée générale de la Délégation en Europe d'Enda Tiers-Monde s'est tenue le 7 juin sous la présidence effective de Jacques Bugnicourt. Il a été décidé de renforcer l'association sur laquelle est appuyée la Délégation, par un appel à des adhérents, à leur participation financière, à leur engagement dans la vie de la Délégation.

La faim dans le monde, PUF. Sylvie Brunel nous donne dans ce petit livre de cent cinquante pages qu'elle a sous-titré "comprendre pour agir" une synthèse claire et pourtant exhaustive de ce fléau dont souffrent 800 millions de personnes. Sa lecture nous laisse convaincus que nourrir tous les hommes de la planète est à notre portée, possible techniquement et même financièrement, que ce n'est pas la sous-population, ni même les catastrophes naturelles qui sont à l'origine de la faim et que la solution ne se trouve pas dans l'aide alimentaire mais dans la fin des guerres, le développement de l'agriculture tropicale, une autre organisation des rapports économiques.

Pour préparer les rencontres de la rentrée sur l'Etat en Afrique, vous pouvez profiter des vacances pour vous plonger dans la dernière livraison de *Politique Africaine : l'état en voie de privatisation*, coordonnée par Béatrice Hibou. Vous y trouverez notamment les collaborations de Mamadou Diouf et Achille Mbembe.

M. Koffi Alinon, Président du bureau des auditrices et auditeurs de l'Université Senghor nous a rendu visite à la Cade.

A lire

L'homme d'Amekessou, roman de Jean Clauzel, Ibis presse.

Ce beau roman bien imprimé et illustré de quelques dessins est dédié à l'Adar et aux Kel

L'agenda de la Cade :

Mercredi 7 juillet : Paludisme et Sida en Afrique.

Les dates de la rentrée : L'Afrique et l'Etat
29 septembre : Nations et Etats, peuples et frontières.

03 novembre : Administrations et gestions publiques.

08 décembre : Autorités traditionnelles, collectivités locales et décentralisation

Adar. Il vous fera découvrir ou retrouver la région sahéenne du nord Mali et les éleveurs touaregs de la zone saharienne et présaharienne. Il vous fera revivre la passion et les certitudes d'un jeune "commandant" pour son métier, le déchirement que fut la décolonisation pour lui et pour ses administrés touaregs. L'idylle entre l'administrateur et la jeune touarègue qui fait la trame du récit échappe aux facilités du genre. L'ambiguïté et la limite des relations entre deux êtres, fidèles l'un et l'autre à leur monde et à leur culture, sont racontées avec délicatesse et un vrai bonheur d'écriture. Ils donnent à ce roman une profondeur et un ton de sincérité qui émeuvent.

Le Club des Amis du Congo-Brazzaville et le CERDEC ont organisé le samedi 19 juin 1999 à Paris un colloque sur le thème : Le Congo-Brazzaville à l'aube du 21^{ème} siècle, enjeux géopolitiques, démocratie et développement.

A Voir : *La vie sur terre*, de Abderrahmane Sissako. La narrateur, qui vit en France, retourne voir son père au Mali pour filmer le passage à l'an 2000. Dans le petit village de Sokolo, on écoute RFI, on sait qu'il y a une pendule sur la Tour Eiffel et qu'il a neigé la veille à Paris... Mais nous, que savons-nous d'eux ? Des récoltes menacées par les oiseaux, du temps qui passe lentement, de leurs émissions de radio ? Ce film nous montre leur réalité, belle et calme, rythmée par la musique de Salif Keita, mais réalité violente aussi où les textes d'Aimé Césaire nous rappellent que cette "Europe (...) fière se surestime".

La Lettre de la CADE - Directeur de publication : Michel Levallois.
Comité de rédaction : Michel Levallois, Céline Mazars, Bernard Monnier, Jean Nêmo.
Maquette : enda délégation en Europe.
Impression : Documents Services.
5 rue des Immeubles-Industriels, 75011 Paris, France. Tél. : 01 44 93 87 46
Fax : 01 44 93 87 50
E-Mail : enda.cade@globenet.org
http :www.globenet.org/enda/cade

Abonnement à La Lettre de la CADE :

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Je désire recevoir pendant un an (9 numéros) La Lettre de la CADE. Chèque de 200 francs, 50 francs pour les étudiants, à verser à l'ordre de LA CADE.

Le baromètre de la CADE

Pour le mois d'Avril (01/04 au 30/04), notre analyse de la presse quotidienne française porte sur 134 articles.

«Aucun témoin ne doit survivre»

Deux pays se distinguent tout particulièrement puisqu'ils ont fait l'objet d'une vingtaine d'articles éclairés dans l'un et l'autre cas sous un jour différent. En effet, si les « élections locales » rwandaises (*Le Figaro*, 02/04) constituent pour les journalistes français le « premier exercice démocratique (...) depuis le génocide » (*Les Echos*, 02/04), que l'heure est au recueillement avec la commémoration du drame de 1994 (*La Croix*, 07/04) et à l'examen judiciaire des responsabilités, cette forme de « repentance » (*Libération*, 02/04), le Niger est quant à lui mis au banc des nations : « Le Directeur Général de l'UNESCO, F. Mayor [a exprimé] l'opprobre du monde extérieur » (*Libération*, 12/04) relativement au coup d'état qui a coûté la vie au président Mainassara Baré à propos duquel « les Etats-Unis se sont déclarés préoccupés » (*Les Echos*, 12/04), contre lequel « ce sont les autres pays africains qui ont protesté le plus vigoureusement » (*Les Echos*, 13/04) et en conséquence de quoi Paris a suspendu son aide ». Tandis que la « société [rwandaise est encore] traumatisée » (*Le Monde*, 13/04) par cette « gangrène qui s'est communiquée à toute l'Afrique » et dont la Fédération Internationale des Droits de l'Homme a publié une rétrospective intitulée « aucun témoin ne doit survivre » (*Le Monde*, 02/04), la population nigérienne est, elle, « sous le choc » (*Les Echos*, 15/04).

«Ces guerres qui usent l'Afrique» (*Le Monde Diplomatique*)

Les conflits sierra-léonais et angolais sont passés sous silence en ce mois d'Avril même si *Le Monde* (24/04) rappelle « les sanglantes prémices du processus de paix en Sierra-Leone » et quand bien même *Libération* nous informe qu'il s'agit du « pays où le plus grand nombre de journalistes

ont été tués en 1999 ». Pareillement, de la guerre entre l'Erythrée et l'Ethiopie il n'est que peu question (6 articles) et l'actualité du conflit est rythmée par le va-et-vient des communiqués et des démentis. Les élections djiboutiennes (9 articles) qui ont vu l'accession à la présidence d'Omar Guelleh n'ont pas été perturbées outre mesure par cette zone d'instabilité limitrophe. Elles ont davantage été ternies par la contestation passive de l'opposition que *Libération* décrit en ces termes : « grèves de la faim à l'ombre des urnes » (08/04).

«Un manifeste d'afro-réalisme»

De très critiques propos sont adressés à l'encontre du Soudan (7 articles), foyer d'une « guerre oubliée » (*Le Monde*, 08/04), « la plus vieille d'Afrique », en proie « au spectre d'une sécession », accusé d'entretenir l'esclavage malgré un « déni officiel » (*Le Monde*, 14/04) de ses autorités et frappé, comme s'il n'y suffisait pas, d'une épidémie de méningite (*Le Monde*, 29/04). Le PNUD a d'ailleurs publié un « manifeste d'afro-réalisme dans lequel il entend rappeler à la communauté internationale sa responsabilité à côté de celle des africains ». Quoique qu'auréolée d'« un certain flou » (*Les Echos*, 20/04), la signature du cessez-le-feu entre le Congo-Kinshasa et l'Ouganda, sous les auspices de la Libye, a été salué par la presse dans son ensemble. Si l'on considère en sus les actions entreprises par L.D. Kabila peu après cet accord (*Le Monde*, 22/04 : « Kabila saborde son propre parti » ; *Libération*, 28/04 : « Kabila tend la main à l'opposition »), on note que 14 articles sont consacrés au Congo-Kinshasa.

Un «état blanc» en Afrique noire

L'Afrique du Sud est un peu à part dans ce panorama, caractérisée qu'elle est par la régularité de l'attention dont elle fait l'objet. En Avril, c'est « le gendarme de l'Afrique » que l'on reconnaît en elle puisqu'elle « assied encore sa position militaire régionale » en

étant partie prenante à l'exercice « blue crane » (grue bleue). La présentation d'un rapport officiel concernant la création d'un « état blanc » par les Afrikaners, « la tribu blanche » d'Afrique du Sud est l'événement de politique intérieure pour lequel l'intérêt de la presse hexagonale a le plus été marqué. Au total, si l'on ne prend en compte que les titres, ce sont quelques 53 articles pessimistes qui ont été recensés contre 75 articles neutres et 4 articles positifs. En prenant en considération le contenu de ces mêmes articles, les résultats traduisent un afro-pessimisme plus tranché (70 articles négatifs). Sur les 134 articles de ce mois, près d'une cinquantaine sont signés.

«Les africains écrivent eux-mêmes leur histoire»

A plusieurs reprises et sans précédent depuis le début du baromètre, les communautés régionales africaines apparaissent au premier plan : de la SADC concernant l'opération « blue crane », en passant par la COMESA relativement au cessez-le-feu entre le Congo et l'Ouganda, ou encore l'UEMOA et la CEMAC que D. Strauss-Khan a « exhorté à l'[approfondissement de] leur intégration régionale » (*Les Echos*, 22/04) dans le cadre de la réunion semestrielle des ministres des finances de la zone franc, et enfin l'OUA - si l'on se souvient de sa médiation, le mois dernier, dans le conflit Erythrée/Ethiopie - nombre d'ensembles régionaux économiques et politiques sont cités. L'Afrique, « continent oublié de l'aide internationale » (*Libération*, 22/04) et les africains ne seraient-ils pas en train « [d'écrire] eux-mêmes leur propre histoire » (*La Croix*, 13/04) cependant qu'un colloque célèbre l'aboutissement de l'Histoire Générale de l'Afrique publiée notamment en français, en haoussa et en swahili ?

Retenons pour finir le dénouement de la « guerre de la banane » par « la remise en cause du principe de transférabilité entre pays ACP » (*La Tribune*, 08/04)

Nicolas Fontang